

**RAPPORT DE GESTION DE L'AGENT COMPTABLE
EXERCICE 2015**

SOMMAIRE

1 – Un suivi de l'exécution budgétaire encore perfectible	2
2 – Le résultat 2015 est positif	3
2.1 – L'impact de la clôture anticipée pour les besoins du passage à la GBCP	3
2.2 – Des dépenses de fonctionnement en baisse de 2%	4
➤ Les consommations intermédiaires diminuent	4
➤ Les charges de personnel sont stables	5
➤ Les autres charges	5
2.3 – Des produits stables	6
➤ Les ressources propres peinent à se développer	6
➤ Des ressources institutionnelles en progression modérée	7
3 – Une politique d'investissement volontariste	8
3.1 – Un niveau d'autofinancement élevé... ..	8
3.2 – ...Pour un effort d'investissement soutenu	8
➤ L'Université est engagée dans un important programme pluriannuel d'investissement.....	9
➤ Des investissements largement subventionnés	9
4 – La structure financière demeure solide.....	9
4.1 – La composition du bilan.....	9
4.2 – Les équilibres sont préservés	10
4.3 – Un niveau de trésorerie satisfaisant.....	10

1 – Un suivi de l'exécution budgétaire encore perfectible

Le cadre 4 du compte financier compare, par chapitre, les crédits ouverts au budget après décisions budgétaires modificatives (DBM) et les dépenses et recettes réalisées. Le taux d'exécution qui en résulte permet d'apprécier la fiabilité des prévisions budgétaires.

CADRE 4 - SYNTHÈSE

SECTION 1 : FONCTIONNEMENT

En Euros

Chap	Libellé	Prévisions 2015	Réalisations 2015	Taux exec	Chap	Libellé	Prévisions 2015	Réalisations 2015	Taux exec
60	Achats et variation de stocks	3 214 270	2 552 339	79%	70	Ventes de produits, prestations de service	13 078 172	12 050 271	92%
61	Services extérieurs	4 549 028	4 230 718	93%	74	Subventions d'exploitation	125 116 455	119 485 967	95%
62	Autres services extérieurs	6 358 046	4 677 405	74%	75	Autres produits de gestion courante	461 240	375 893	81%
63P	Personnel - impôts, taxes et versements assim	1 369 354	1 322 099	97%	76	Produits financiers	0	1 996	-
63F	Fonct - impôts, taxes et versements	8 818	4 660	53%	77	Produits exceptionnels	1 858	29 688	-
64	Charges de personnel	111 060 598	107 311 516	97%	78	Reprises sur amortissements provisions	2 402 434	2 802 442	117%
65	Autres charges de gestion courante	5 436 893	3 383 361	62%					
66	Charges financières	34 491	26 098	76%					
67	Charges exceptionnelles	62 881	1 500	2%					
68	Dotations aux amortissements sur immobilisat	5 982 815	5 910 132	99%					
Total dépenses		138 077 195	129 419 825	94%	Total recettes		141 060 159	134 746 256	96%
EXCÉDENT DE L'EXERCICE		2 982 964	5 326 431		DÉFICIT DE L'EXERCICE		-	-	
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (ou insuffisar		6 563 345	8 434 121						

SECTION 2 : OPERATIONS EN CAPITAL

Compte	Libellé	Prévisions 2015	Réalisations 2015	Taux exec	Compte	Libellé	Prévisions 2015	Réalisations 2015	Taux exec
I.A.F.					C.A.F.		6 563 345	8 434 121	
20	Immobilisations incorporelles	128 416	85 456	67%	10	Subventions d'équipement	7 252 728	5 965 622	82%
21	Immobilisations corporelles	15 932 527	3 710 532	23%	13	Subventions d'équipement	9 846 282	3 359 957	34%
23	Immobilisations en cours	8 138 406	8 012 483	98%	16	Dettes financières	0	0	-
27D	Immobilisations financières	500	500	100%	27R	Dépôts et cautionnements	0	1 295,82	-
Total des emplois		24 199 849	11 808 971	49%	Total des ressources		17 099 010	9 326 875	55%
AUGMENTATION DU FOND DE ROULEMENT		-537 494	5 952 025		DIMINUTION DU FOND DE ROULEMENT		-	-	

Les taux d'exécution apparaissent relativement constants sur la période récente et cohérents avec le fait que les prévisions intègrent également des crédits ouverts au titre des conventions pluriannuelles :

Dépenses	2012	2013	2014	2015	Recettes	2012	2013	2014	2015
Masse salariale	98,3%	96,7%	97,2%	96,6%	Fonctionnement	95,6%	93,8%	95,4%	95,5%
Fonctionnement	82,4%	78,2%	80,4%	81,0%	Investissement	44,8%	56,9%	49,9%	54,5%
Investissement	64,7%	69,0%	57,7%	48,8%					

Au-delà du niveau des taux observés, la difficulté à analyser de façon infra-annuelle le suivi de l'exécution, tant en dépense qu'en recette, persiste et empêche toute lecture fiable des taux d'exécution en cours d'année.

La question de la conciliation des besoins propres aux responsables et aux gestionnaires des niveaux d'exécution les plus fins, d'avoir une vision claire sur le niveau et la pérennité des moyens dont ils disposent, et ceux, beaucoup plus stratégiques, de la direction, d'apprécier le degré d'exécution et de conduire les arbitrages propres au pilotage de l'université, se heurte encore à la trop faible implication de certains niveaux de décision intermédiaires, relais indispensables de la politique de l'établissement.

La GBCP incite très fortement à renforcer les articulations entre les différents niveaux d'exécution et d'arbitrage avec les notions de centre budgétaire responsable et de service opérationnel. Cela passe à la fois par un renforcement des compétences, l'appropriation des outils de suivi par les différents acteurs de la chaîne, la lecture des informations financières et budgétaires étant très différente selon les différents niveaux, et un positionnement particulier des responsables des centres budgétaires, en charge non seulement de la validation des ordres de dépense et de recette mais surtout du suivi de l'avancement des consommations de crédits au sein de leur structure.

Toutes les conditions ne sont pas encore remplies pour disposer d'une vision claire et partagée de l'exécution des crédits qui permettrait en cours d'année de juger de l'opportunité d'anticiper ou stopper certaines décisions (pilotage).

Les taux d'exécution en dépense et en recette par composante, reflet des cadres budgétaires 2 et 3 figurant dans les tableaux du compte financier sont présentés en annexe, à la fin de ce document. A la différence du compte de résultat, ces données intègrent les prestations internes (ce qui vient en gonfler les masses).

2 – Le résultat 2015 est positif

Comme en 2014, les prévisions budgétaires tablaient sur un excédent d'exploitation destiné à financer, par le biais de la capacité d'autofinancement, l'importante tranche annuelle de travaux déclinée dans le programme pluriannuel d'investissement :

(En Euros)	Prévisions 2015 Budget primitif	Prévisions 2015 (BP + DBM)	Réalisations 2015	Taux d'exécution
Montant net des produits	128 070 895	141 060 159	134 746 256	96%
Montant net des charges	126 568 055	138 077 195	129 419 825	94%
dont masse salariale	107 799 866	112 429 953	108 633 614	97%
dont hors masse salariale	18 768 187	25 647 242	20 786 211	81%
RESULTAT	1 502 840	2 982 964	5 326 431	

Le résultat s'élève à 5 326 431 € permettant de dégager une CAF de 8 434 121 € (pour un volume d'investissement de 11 808 971 €).

2.1 – L'impact de la clôture anticipée pour les besoins du passage à la GBCP

Au-delà de l'évolution des différents agrégats qui le composent, un facteur conjoncturel important explique le surcroît constaté entre le niveau de résultat attendu après DBM (voisin de celui enregistré en 2014) et celui atteint au final.

La baisse des charges observée provient en effet, pour une très large part, du raccourcissement du calendrier de fin de gestion, destiné à solder le maximum de flux financiers et permettre leur reprise dans le nouvel environnement Sifac, en conformité avec les règles de gestion budgétaire et comptable définies par le décret GBCP (suivi des dépenses en AE et CP et des recettes encaissées). Il faut rappeler que Lyon 2 fait partie de la première vague des établissements (parmi une dizaine d'universités) basculant dès 2016 leur gestion financière dans une version de l'outil informatique dont le développement est conduit en partenariat avec l'AMUE¹.

¹ Agence de Mutualisation des Universités et Etablissements

Les organismes publics disposent d'une « journée » complémentaire – période désormais beaucoup plus courte avec l'obligation d'arrêter les comptes avant le 28 février² – qui permet, sur le mois de janvier de l'année suivante, de traiter les dernières opérations en date du 31 décembre :

- En 2014, il avait été enregistré, en journée complémentaire, 1 384 attestations de service fait représentant 1 256 k€ et 1 400 factures.

Ce volume reflète le pic de dépense enregistré traditionnellement en fin d'année et qui correspond soit à un besoin de rattrapage dans la consommation des crédits budgétaires annuels soit à la réalisation des moyens nouveaux ouverts au titre du dernier budget rectificatif.

- En 2015, compte tenu des explications données précédemment, ce ne sont respectivement que 195 services faits représentant 186 k€, et 34 factures qui sont enregistrés en journée complémentaire.

Cet écart de plus de 1 M€ constaté entre les deux exercices donne une mesure partielle des dépenses non réalisées du fait du raccourcissement de la période de fin de gestion (uniquement les services faits). Elle n'intègre pas les commandes dont il n'a pas été réceptionné de livraison avant la fin de l'exercice, ni les dépenses qui n'ont pas été anticipées et qui se retrouvent de fait à devoir être engagées sur l'exercice suivant.

Les crédits de paiement inscrits au budget primitif 2016 pour couvrir ce besoin ont été évalués à 1,6 M€.

Pour mémoire, la mise en place de Sifac s'est traduite par un fort excédent en 2010, lié à la baisse des charges résultant de l'arrêt anticipé des commandes dans le précédent logiciel Nabuco, puis à un déficit sur 2011, lié à la reprise de ces dépenses sur l'exercice suivant.

Même si l'enregistrement comptable des charges à payer existant dans Sifac (valorisation du service fait) en atténue l'impact, il est assez probable que la situation se reproduise en 2016.

2.2 – Des dépenses de fonctionnement en baisse de 2%

➤ Les consommations intermédiaires diminuent

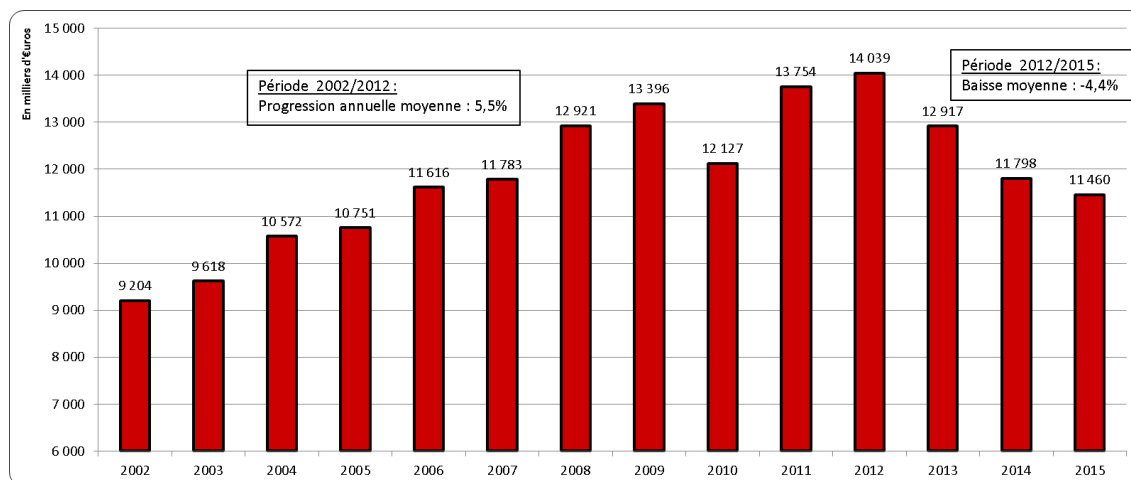
Les consommations intermédiaires correspondent aux achats de biens et de prestations.

(En milliers d'€uros)	2012	2013	2014	2015	Δ 12/13	Δ 13/14	Δ 14/15
Electricité, eau, gaz, chauffage urbain	2 096	2 002	1 719	1 634	-4%	-14%	-5%
Fournitures administratives	239	205	185	159	-14%	-9%	-14%
Fournitures informatiques	299	234	100	86	-22%	-57%	-14%
Autres fournitures	772	604	627	674	-22%	4%	7%
Achats	3 406	3 045	2 632	2 552	-11%	-14%	-3%
Locations immobilières	845	801	689	583	-5%	-14%	-15%
Maintenance des bâtiments et matériel	1 437	1 446	1 381	1 617	1%	-4%	17%
Documentation, abonnement	1 468	1 464	1 454	1 435	0%	-1%	-1%
Reprographie, imprimerie	590	466	352	342	-21%	-24%	-3%
Autres	231	220	339	254	-5%	55%	-25%
Services extérieurs	4 571	4 397	4 215	4 231	-4%	-4%	0%
Personnel extérieur	248	238	810	930	-4%	239%	15%
Honoraires	935	989	181	128	6%	-82%	-29%
Publicité, transports collectifs, colloques	733	567	565	386	-23%	0%	-32%
Frais de déplacement	1 695	1 585	1 669	1 543	-6%	5%	-8%
Frais de réception	509	517	488	434	2%	-6%	-11%
Poste et Télécom.-liaisons spé.	364	305	246	238	-16%	-20%	-3%
Prestations Diverses	1 579	1 273	993	1 017	-19%	-22%	2%
Autres services extérieurs	6 062	5 475	4 951	4 677	-10%	-10%	-6%
Consommations intermédiaires	14 039	12 917	11 798	11 460	-8%	-9%	-3%

Quatre postes de dépenses sont très supérieurs au million et représentent régulièrement plus de la moitié des consommations intermédiaires : les énergies et fluides, la maintenance des bâtiments, la documentation et les frais de déplacements.

² L'arrêté des comptes au CA du 25 mars est dérogatoire

Sur le long terme, après une phase de progression régulière (hormis en 2010, mise en place de Sifac cf. § 2.1), on observe depuis 2012 (RCE) une baisse assez marquée des consommations intermédiaires, liée en grande partie à l'optimisation de la politique d'achat et aux économies qui en découlent, mais aussi sans doute à la contrainte budgétaire plus forte qui limite les crédits ouverts avec le ralentissement des moyens ministériels et la stagnation des ressources propres.



➤ Les charges de personnel sont stables

En milliers d'Euros	2012	2013	2014	2015	Δ 2014/2015
Rémunérations principales	50 006	50 507	51 853	51 717	-0,3%
Rémunérations accessoires	7 084	7 227	7 003	6 542	-6,6%
Primes et gratifications	3 513	3 578	3 797	3 872	2,0%
Indemnités et avantages divers	1 418	877	1 006	859	-14,7%
Supplément familial	524	528	558	539	-3,4%
Sous total salaires	62 546	62 717	64 217	63 528	-1,1%
Sous-total charges	39 390	42 382	43 685	43 332	-0,8%
Prestations sociales	408	406	486	452	-6,9%
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunéra	1 244	1 256	1 294	1 322	2,1%
TOTAL COMPTABILISE	103 588	106 761	109 682	108 634	-1,0%
Provisions / rattachements	-144	-221	-1 001	152	-115,2%
TOTAL LIQUIDE ET VERSE	103 445	106 540	108 681	108 785	0,1%

Les dépenses de personnel comptabilisées intègrent les potentielles charges à payer rattachées à l'exercice (CET, congés, heures complémentaires...). En 2015, elles apparaissent en baisse de 1%, l'exercice 2014 ayant été abondé des provisions relatives aux vacances administratives et au rappel de traitement des vacataires enseignants.

La masse salariale effectivement liquidée et versée est en revanche stable en 2015 : +0,1% par rapport à 2014.

➤ Les autres charges

(En milliers d'Euros)	2012	2013	2014	2015	Δ 12/13	Δ 13/14	Δ 14/15
Impôts, taxes et versements assimilés	5	3	4	5	-34%	13%	25%
Autres charges de gestion courante	4 533	3 812	5 148	3 383	-16%	35%	-34%
dont bourses	1 523	1 257	1 167	1 003	-17%	-7%	-14%
dont subventions et autres versements	1 373	1 239	2 682	1 541	-10%	116%	-43%
Dotations aux amortissements et provisions	5 120	4 900	5 350	5 902	-4%	9%	10%
Charges financières	35	36	25	26	4%	-31%	4%
Charges exceptionnelles	10	15	7	9	53%	-54%	38%
Autres charges	9 703	8 767	10 533	9 326	-10%	20%	-11%

La baisse des subventions et reversements observée en 2015 correspond à la fin du versement au Grand Lyon de la participation au financement du 3^{ème} bâtiment IUT.

Les amortissements repartent à la hausse depuis deux ans après l'intégration des tranches de travaux du PPI déjà achevées. Cette augmentation (+316 k€) est en partie compensée par la reprise en recette de la quote-part de subventions ayant financé ces travaux (+175 k€). Cette dépense, non décaissable, est représentative de l'épargne destinée à reconstituer l'actif (cf. § 3.1).

2.3 – Des produits stables

Les produits relèvent de deux natures principales :

- des ressources propres, essentiellement constituées par les droits d'inscription, les recettes de formation continue et les autres prestations : formations UTA, CIEF, formations professionnelles auprès de partenaires externes (Catho, CNED, profession bancaire, etc.)... S'y ajoutent la taxe d'apprentissage et diverses autres recettes (mise à disposition de personnel, locations diverses...). Ces ressources baissent de -5,2% en 2015 ;
- des recettes institutionnelles correspondant à la subvention pour charge de service public (SCSP) allouée par le ministère pour compenser les moyens mis en œuvre pour assurer la mission de service public de l'établissement, et des subventions versées par divers organismes pour la réalisation de différents programmes d'action. Ces recettes sont stables, +0,3% en 2015.

➤ Les ressources propres peinent à se développer

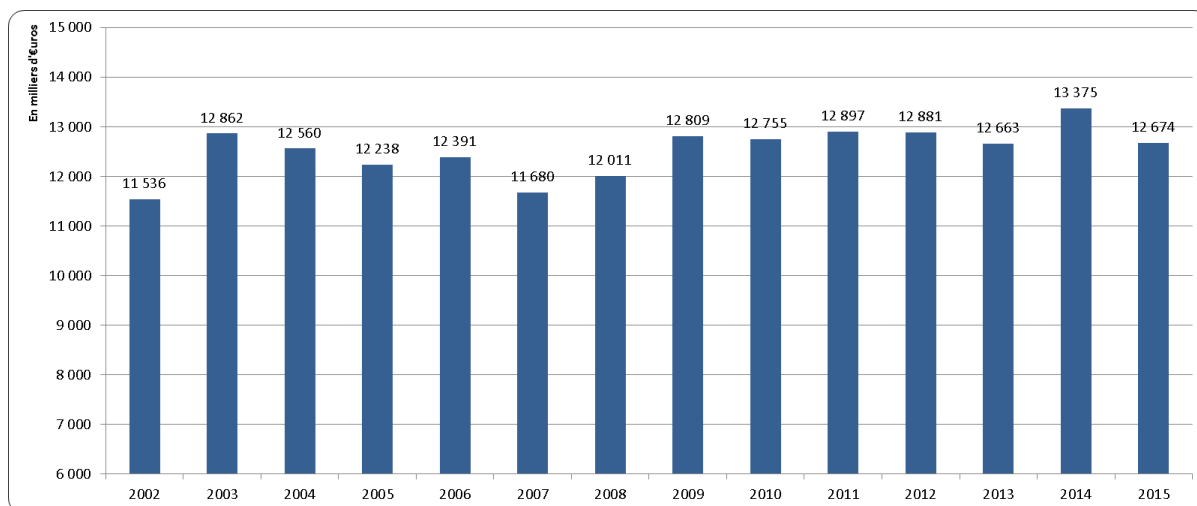
	2012	2013	2014	2015	Δ 12/13	Δ 13/14	Δ 14/15
Droits Universitaires	5 572	5 943	5 871	5 863	7%	-1%	0%
Prestation recherche	221	189	206	129	-15%	9%	-37%
Prestation de formation continue	3 041	3 096	3 195	3 330	2%	3%	4%
Colloques, ventes publications	109	101	177	114	-7%	75%	-36%
Autres prestations	2 060	2 184	2 297	1 927	6%	5%	-16%
Locations diverses	46	40	79	98	-12%	97%	23%
Mise à disposition de personnel	626	356	781	585	-43%	119%	-25%
Autres produits	13	14	10	5	7%	-27%	-55%
Sous-total production vendue	11 688	11 923	12 616	12 050	2%	6%	-4%
Taxe d'apprentissage	740	671	700	583	-9%	4%	-17%
Autres produits de gestion courante	199	8	15	9	-96%	92%	-35%
Produits financiers	230	15	14	2	-93%	-9%	-86%
Produits exceptionnels	24	46	31	30	93%	-33%	-3%
Total ressources propres	12 881	12 663	13 375	12 674	-2%	6%	-5%

Après avoir progressé de 6% en 2014, les ressources propres baissent globalement de 5% en 2015 et retrouvent leur niveau antérieur.

Alors que les recettes de formation continue et les locations poursuivent leur progression et que les droits d'inscription restent stables, tous les autres postes de recettes apparaissent au contraire en recul. Cette chute est particulièrement notable pour les autres prestations (-370 k€, liée aux reversements du CNED dans le cadre du projet Forse et à la refacturation à l'Université Lyon 3 des charges pour l'occupation du bâtiment Athena...), la taxe d'apprentissage (-117 k€) et les mises à disposition de personnel (-196 k€)...

Sur la longue période, on observe une stagnation des ressources propres. Elles sont particulièrement stables depuis 2009 (hormis en 2014) et oscillent autour d'un niveau moyen de 12 865 k€.

En 2015, elles apparaissent donc en recul :



➤ Des ressources institutionnelles en progression modérée

Les moyens alloués par le ministère : la subvention pour charges de service public (SCSP) représente 83% des recettes de fonctionnement, ce qui donne la mesure de la rigidité dans laquelle sont enfermées les recettes (le seuil d'alerte se situe à 85%). Cela est particulièrement sensible dans la période actuelle de réduction du déficit de l'Etat.

En milliers d'Euros	2011	2012	2013	2014	2015	Δ 2014/2015
Masse salariale transférée	0	77 548	80 458	82 570	83 902	1,6%
Majoration indemnitaire	0	219	219	219	555	153,2%
modèle allocation des moyens	14 229	14 331	14 331	14 331	14 331	0,0%
Contrats doctoraux	2 464	3 186	3 101	3 119	3 234	3,7%
Actions spécifiques	0	93	57	84	153	82,7%
Sous-total masse salariale	16 693	95 378	98 166	100 323	102 176	1,8%
Fonctionnement	9 607	9 607	8 984	9 014	9 172	1,8%
Négociation CQ	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000	0,0%
Action sociale	0	37	37	37	37	0,0%
Actions spécifiques	1 600	313	262	251	290	15,4%
Sous-total fonctionnement	12 207	10 957	10 283	10 302	10 498	1,9%
Investissement : sécurité/accessibilité	600	150	155	200	258	29,0%
Réserve précaution	-277	-645	-386	-386	-811	110,2%
Total crédits ministère	29 223	105 840	108 219	110 439	112 122	1,5%

Les autres subventions, par ailleurs plus ponctuelles, sont globalement en baisse de 16% :

	2012	2013	2014	2015	Δ 12/13	Δ 13/14	Δ 14/15
Subventions Autres ministères	679	579	834	690	-15%	44%	-17%
Subventions ANR	631	812	917	807	29%	13%	-12%
Subventions Région	1 515	1 730	1 763	1 351	14%	2%	-23%
Subventions autres collectivités locales	132	55	91	75	-59%	66%	-17%
Subventions CEE	1 874	1 687	1 881	1 196	-10%	11%	-36%
Autres subventions	2 067	2 289	2 270	2 356	11%	-1%	4%
Autre	470	392	310	308	-17%	-21%	-1%
Total autres ressources institutionnelles	7 368	7 543	8 067	6 783	2%	7%	-16%

3 – Une politique d'investissement volontariste

3.1 – Un niveau d'autofinancement élevé...

L'amortissement constate non seulement la perte de valeur qu'enregistrent dans le temps les immobilisations composant le patrimoine de l'Institut, mais surtout le financement de cet amortissement constitue l'essentiel de l'épargne que réalise l'établissement et donc de la capacité d'autofinancement destinée à en assurer le renouvellement.

Ainsi, la capacité d'autofinancement (CAF) s'obtient en corrigeant le résultat des opérations ne donnant pas lieu à décaissement ou encaissement, parmi lesquelles, les dotations aux amortissements et leur corollaire en recette, la quote-part de subvention d'équipement virée au compte de résultat :

(En Euros)	2012	2013	2014	2015
RESULTAT NET (Positif ou négatif)	2 186 363	2 984 400	3 313 914	5 326 431
+ charges calculées	5 119 779	4 900 334	5 350 896	5 910 132
dont dotations aux amortissements	5 119 779	4 900 334	5 340 217	5 656 628
dont dotations aux provisions	0	0	9 800	245 507
- Reprises sur charges calculées	2 260 689	2 146 818	2 443 660	2 802 442
dont quote-part de subvention reprise au résultat	2 260 689	2 134 318	2 440 751	2 615 712
dont reprises sur provisions	0	12 500	2 909	185 449
Plus ou moins-value de cession d'actif	0	0	0	0
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (ou insuffisance)	5 045 453	5 737 916	6 221 150	8 434 121

La capacité d'autofinancement atteint 8 434 k€ en 2015.

Deux ratios permettent de mieux apprécier le niveau de la CAF :

- le taux d'autofinancement, qui mesure la part que représente la CAF par rapport aux produits encaissables, s'élève à 6%, le seuil d'alerte se situant à 2%.
- la part de l'autofinancement dans l'investissement qui représente 71% ; seuil de vigilance à 30%.

3.2 – ...Pour un effort d'investissement soutenu

Le tableau de financement suivant retrace l'évolution et la composition des investissements réalisés et leur équilibre par rapport aux ressources dégagées :

(En milliers d'euros)	2012	2013	2014	2015
Acquisitions d'éléments de l'actif immobilisé	6 498	7 867	12 008	11 809
Immobilisations incorporelles	236	128	69	85
Immobilisations corporelles	6 259	7 739	11 940	11 723
Travaux	522	346	166	1 901
Opérations en cours	3 926	5 597	9 748	8 012
Equipements	1 811	1 796	2 026	1 810
Immobilisations financières	3	0	0	1
TOTAL DES EMPLOIS	6 498	7 867	12 008	11 809
Capacité d'autofinancement	5 045	5 738	6 221	8 434
Cessions ou réductions d'éléments d'actif immobilisé	0	0	0	1
Augmentation des capitaux propres :	971	2 867	9 104	9 326
Subventions Etat	677	1 185	3 119	5 966
Subventions Région	214	1 572	5 854	2 285
Autres subventions	80	111	130	1 075
Réduction ou augmentation de capitaux	-2 545	-1 119	-2	15
TOTAL DES RESSOURCES	3 472	7 486	15 322	17 776
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	-3 026	-381	3 314	5 967

➤ L'Université est engagée dans un important programme pluriannuel d'investissement

Le tableau suivant retrace le détail des principales opérations en cours :

	Antérieur	2013	2014	2015	Total
Bâtiments J K	1 316 659	289 364			1 606 023
Bâtiment Bélénos	898 403	2 692 333	1 904 591		5 495 328
Bâtiment I	320 295	974 930	4 229 970		5 525 195
Bâtiments K L	908 701	229 096	3 337 205	6 942 128	11 417 129
Musée des Moulages			126 118	1 019 968	1 146 087
...					

Ce PPI se poursuit, notamment l'opération bâtiments K-L, prévue pour 23,48 M€ à l'échéance 2019, et le Musée des Moulages, pour 6,08 M€ jusqu'en 2017.

A ces opérations, s'ajoutent des dépenses d'équipement, pour un montant assez stable ces dernières années, majoritairement de nature informatique.

➤ Des investissements largement subventionnés

Grâce à un suivi rigoureux de l'avancement des travaux et un déclenchement précoce des appels de fonds, les subventions reçues représentent 79% des investissements, ce qui est un taux particulièrement élevé pour le type d'opérations lourdes qu'elles financent.

A noter, la réception en décembre de 3,8 M€ (7^{ème} acompte versé par l'Etat pour le bâtiment K).

Au final, le surplus de CAF excédant le besoin de financement vient donc abonder le fonds de roulement.

4 – La structure financière demeure solide

4.1 – La composition du bilan

Le bilan présente la situation patrimoniale de l'établissement à la date de clôture de l'exercice. Il est alimenté par l'enregistrement comptable de toutes les opérations, budgétaires et non budgétaires (entrée, sortie de biens, créances, dettes...).

Le bilan a pour but :

- d'apprécier la solidité de la structure financière de l'établissement ;
- d'évaluer les besoins financiers et le type de ressources dont il dispose ;
- de déterminer les équilibres entre les différentes masses homogènes ;
- de calculer la marge de sécurité financière de l'établissement et d'aider à la prise de décision.

Le bilan fonctionnel reclasse les données selon leur durée et le cycle d'activité auxquels elles se rapportent.

L'équilibre financier repose sur le principe que l'actif immobilisé (emplois à long terme) doit être financé par des ressources d'une durée au moins équivalente (ressources stables). La différence entre ces masses correspond au fonds de roulement (FR).

Le fonds de roulement doit par ailleurs couvrir le besoin en fonds de roulement (BFR) né du décalage dans le temps entre le règlement des dettes et des créances résultant du cycle d'exploitation, plus court.

Enfin, le solde de trésorerie, par nature plus volatile, correspond par construction à la différence entre fonds de roulement et besoin en fonds de roulement.

(En Euros)	2012	2013	2014	2015
FONDS DE ROULEMENT	16 981 926	16 601 215	19 915 141	25 881 920
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-7 791 970	-10 472 580	-11 041 539	-9 541 109
TRESORERIE	24 773 895	27 073 795	30 956 680	35 423 029

4.2 – Les équilibres sont préservés

En 2015, le fonds de roulement s'élève à 35 423 k€ représentant 69 jours (2 mois) de dépenses décaissables contre 52 jours en 2014.

Il représente une marge de sécurité financière non négligeable (seuil d'alerte estimé à 30 jours).

Le besoin en fonds de roulement apparaît négatif au 31 décembre 2015. Cela signifie que le cycle d'exploitation, compte tenu des échéances de paiement et d'encaissement, ne génère aucun besoin de trésorerie.

A noter la baisse sensible des dettes fournisseurs qui chutent de 2 360 k€ en 2014 à 475 k€ en 2015 (avec l'anticipation du calendrier de fin de gestion), autre illustration du volume de dépenses en cours de règlement au 31 décembre.

4.3 – Un niveau de trésorerie satisfaisant

Le niveau de la trésorerie atteint 35 423 k€ au 31 décembre 2015, soit l'équivalent de 94 jours de dépenses décaissables (81 jours en 2014).

Le rythme des encaissements est assez fluctuant, principalement marqué par :

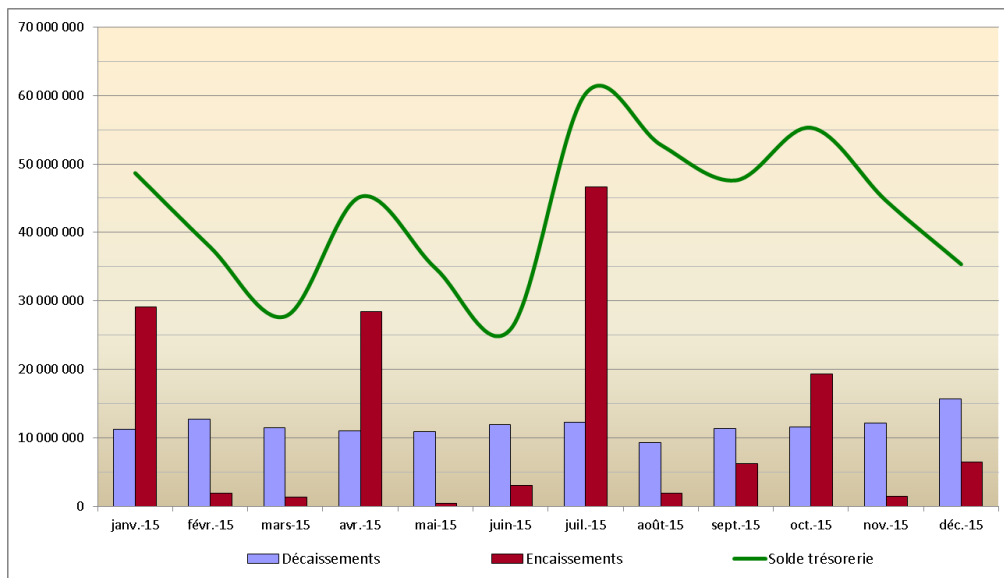
- le versement des acomptes de SCSP (janvier, avril, juillet, octobre) ;
- les inscriptions (sur la deuxième moitié de l'année...).

Les décaissements sont plus réguliers :

- s'agissant des payes, les variations sont essentiellement liées aux mises en paiement des heures complémentaires et des primes et indemnités versées à certaines périodes de l'année ;
- Les achats de fournitures et de prestations ont lieu tout au long de l'année universitaire avec un pic en décembre.

	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	Cumul
Encaissements	29 182	1 883	1 355	28 489	488	3 061	46 631	1 893	6 226	19 319	1 506	6 442	
SCSP	27 491	0	0	27 491	0	0	40 236	0	0	16 700	0	0	111 918
Subv PPI	0	0	0	0	0	1 000	4 067	0	300	0	0	3 821	9 188
Autre	1 690	1 883	1 355	997	488	2 061	2 328	1 893	5 926	2 619	1 506	2 622	25 369
Décaissements	11 302	12 689	11 458	11 039	10 922	11 948	12 239	9 387	11 401	11 643	12 162	15 716	141 908
Paye	8 562	9 954	9 054	8 522	9 542	9 413	9 026	9 325	8 297	9 058	9 210	8 823	108 785
Dépenses fonct.	2 012	1 288	1 379	1 749	1 146	1 402	1 316	62	1 468	1 803	1 458	5 397	20 481
Dépenses inv.	728	1 447	1 026	768	234	1 133	1 897	0	1 635	782	1 494	1 496	12 641
Solde trésorerie	48 678	37 871	27 767	45 217	34 783	25 896	60 288	52 794	47 619	55 295	44 639	35 366	

Les principaux aléas de trésorerie proviennent du paiement des dépenses d'investissement et de l'encaissement des subventions d'investissement.



Cette trésorerie ne bénéficie d'aucune possibilité de placement. Elle ne génère donc aucun produit financier.

ANNEXE : Taux d'exécution par composante

(En milliers d'euros)	DEPENSES			RECETTES		
	Réalisations	Prévisions	Taux exéc.	Réalisations	Prévisions	Taux exéc.
Total masse salariale	97 829	99 167	98,7%	Masse fonctionnement recettes	114 852	117 040 98,1%
Total fonctionnement autre	13 397	15 859	84,5%	Masse investissement recettes	9 249	17 069 54,2%
Total masse investissement	11 065	22 974	48,2%			
900-Serv centraux et	122 292	138 001	88,6%	900-Serv centraux et	124 100	134 109 92,5%
Total masse salariale	4 776	6 930	68,9%	Masse fonctionnement recettes	7 839	11 879 66,0%
Total fonctionnement autre	2 459	4 447	55,3%	Masse investissement recettes	78	3 313,6%
Total masse investissement	391	737	53,1%			
901-DRED	7 626	12 114	63,0%	901-DRED	7 917	11 881 66,6%
Total masse salariale	580	625	92,8%	Masse fonctionnement recettes	1 230	1 284 95,8%
Total fonctionnement autre	485	551	88,0%			
Total masse investissement	28	37	75,2%			
902-Fac Sc Eco Gestion	1 093	1 213	90,1%	902-Fac Sc Eco Gesti	1 230	1 284 95,8%
Total masse salariale	114	123	92,4%	Masse fonctionnement recettes	235	275 85,5%
Total fonctionnement autre	107	128	83,9%	Masse investissement recettes	0	28 0,0%
Total masse investissement	3	32	10,8%			
904-UFR Temps Territ	225	284	79,3%	904-UFR Temps Territ	235	303 77,6%
Total masse salariale	620	620	100,0%	Masse fonctionnement recettes	689	750 91,8%
Total fonctionnement autre	237	248	95,6%			
Total masse investissement	8	8	100,0%			
909-Institut Psycho	865	876	98,8%	909-Institut Psycho	689	750 91,8%
Total masse salariale	102	102	100,0%	Masse fonctionnement recettes	337	315 107,1%
Total fonctionnement autre	155	161	96,2%			
Total masse investissement	5	5	92,5%			
910-Fac Droit et Sc.	261	267	97,6%	910-Fac Droit et Sc.	337	315 107,1%
Total masse salariale	12	28	42,9%	Masse fonctionnement recettes	79	79 100,0%
Total fonctionnement autre	33	49	67,4%			
Total masse investissement	1	1	93,1%			
913-IFS	46	78	59,0%	913-IFS	79	79 100,0%
Total masse salariale	151	151	100,0%	Masse fonctionnement recettes	646	599 107,8%
Total fonctionnement autre	383	426	89,9%			
Total masse investissement	3	15	21,1%			
914-ISPEF	537	591	90,8%	914-ISPEF	646	599 107,8%
Total masse salariale	336	336	100,0%	Masse fonctionnement recettes	530	520 102,0%
Total fonctionnement autre	173	178	97,4%			
Total masse investissement	0	0	#DIV/0!			
915-UTA	510	514	99,1%	915-UTA	530	520 102,0%
Total masse salariale	451	468	96,2%	Masse fonctionnement recettes	875	979 89,3%
Total fonctionnement autre	440	479	91,9%			
Total masse investissement	74	76	97,3%			
921-ICOM	965	1 023	94,3%	921-ICOM	875	979 89,3%
Total masse salariale	2 116	2 166	97,7%	Masse fonctionnement recettes	3 458	3 309 104,5%
Total fonctionnement autre	786	819	96,0%			
Total masse investissement	170	200	85,1%			
922-IUT Lumière	3 072	3 185	96,5%	922-IUT Lumière	3 458	3 309 104,5%
Total masse salariale	122	160	76,5%	Masse fonctionnement recettes	190	225 84,3%
Total fonctionnement autre	68	80	85,4%			
Total masse investissement	0	0	#DIV/0!			
923-IETL	190	240	79,5%	923-IETL	190	225 84,3%
Total masse salariale	779	797	97,8%	Masse fonctionnement recettes	1 160	1 131 102,6%
Total fonctionnement autre	305	337	90,4%			
Total masse investissement	6	7	83,6%			
924-LESLA	1 090	1 140	95,6%	924-LESLA	1 160	1 131 102,6%
Total masse salariale	384	473	81,1%	Masse fonctionnement recettes	600	612 97,9%
Total fonctionnement autre	100	149	66,8%			
Total masse investissement	4	4	97,1%			
927-Pôle Langues	487	626	77,8%	927-Pôle Langues	600	612 97,9%
Total masse salariale	116	129	90,0%	Masse fonctionnement recettes	252	249 101,3%
Total fonctionnement autre	124	166	75,1%			
Total masse investissement	2	3	79,9%			
928-Fac Anthro Soc	242	297	81,6%	928-Fac Anthro Soc	252	249 101,3%
Total masse salariale	145	153	95,0%	Masse fonctionnement recettes	1 775	1 814 97,9%
Total fonctionnement autre	1 527	1 572	97,1%			
Total masse investissement	49	102	47,8%			
930-SCD	1 721	1 827	94,2%	930-SCD	1 775	1 814 97,9%